

La culture générale mise au piquet

- Pour le sociologue Edgar Morin, l'école ne remplit pas son rôle
- Comment nos voisins européens abordent cette notion si française
- Reportages. Du lycée au supérieur, trois manières de se cultiver



Editorial

Nivellement par le bas

Drôle de façon de régler un problème que de l'évacuer. Au prétexte que la culture générale est discriminante ; que ce sont les couches les plus aisées de la population qui en font usage et en profitent ; que les plus défavorisées ne la fréquentent pas pour n'en avoir pas acquis les « habits » qui permettent de la comprendre et d'y prendre du plaisir, il suffirait de la rayer d'un trait de plume pour en faire disparaître l'aspect inégalitariste.

Paradoxal, quand on prétend que le salut de nos sociétés avancées est dans la connaissance et quand on vient d'octroyer la gratuité des musées aux jeunes. Mais qu'iront-ils faire au Louvre s'ils sont condamnés à voir dans le *Saint-Sébastien* du Pérugin une banale scène de western représentant un cow-boy transpercé de flèches ? C'est décidément mal lire Bourdieu de penser que le nivellement par le bas réglera les inégalités sociales. C'est justement parce que la culture est déjà trop sacrifiée sur l'autel des seuls savoirs qu'il faut lui donner toute sa place. Les élites le savent, qui n'ont jamais pensé qu'on peut réussir plus en pensant moins. Les voilà rassurées, la culture restera l'instrument de leur domination. Car, à niveau scolaire égal, c'est l'aisance qu'elle donne qui fait la différence lors des concours... et des entretiens d'embauche. ●

Marc Dupuis

Bannie de certains concours administratifs au nom de l'efficacité et de l'équité, la « culture générale » perd du terrain. Nouveau coup de semonce pour cet enseignement qui a déjà du mal à se faire une place à l'école

Mais où est donc passée la culture générale ?

Année zéro de la déculturation ? Dès cette session, l'épreuve de culture générale disparaît d'un certain nombre de concours administratifs. Un futur gardien de la paix ne sera plus interrogé sur *L'Avare*, de Molière, ou sur *Germinal*, de Zola. Les concours, essentiellement des catégories B (ouverts au niveau bac ou équivalent) et C (niveau diplôme national du brevet ou CAP ou BEP), vont voir cette épreuve évoluer vers des questions plus en lien avec leur futur emploi et un adjoint administratif se verra évalué « sur sa connaissance des logiciels de bureautique, à savoir un tableur, un traitement de texte... ».

Cette petite révolution aura forcément des incidences sur la place de la culture générale à l'école. En passant en 1932, d'un ministère de l'instruction publique à un ministère de l'éducation nationale, l'institution a hérité de cette mission

nouvelle, bien difficile à définir. Dans *De Oratore*, Cicéron définissait l'*humanitas* (les humanités) comme le traitement à appliquer aux enfants pour qu'ils deviennent des hommes. Eveil du sens critique et transmission d'outils permettant de comprendre la société. Au XVII^e siècle, il servait à construire l'honnête homme.

Aujourd'hui, le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, estime pour *Le Monde* que « toute culture générale veut relier l'individu à autrui et à l'histoire. Elle fait contrepoids à l'individualisme, au relativisme absolu et au "chacun pour soi". Mais elle prépare aussi à ce que le citoyen, capable de libre examen grâce au savoir, puisse ensuite diverger des valeurs et des traditions partagées. Ainsi, la culture est-elle tiraillée entre deux tendances, entre passé et avenir ».

La mise en place en 2006 du socle commun de connaissances

et de compétences que tout élève sortant de l'enseignement obligatoire est censé maîtriser, a réveillé ce débat. Un accord a été trouvé sur sept entrées incluant notamment la maîtrise de la langue française, la culture humaniste, mais aussi les principaux éléments de mathématiques, et la culture scientifique et technologique.

Si le compromis final a mis toutes les cultures sur le même plan, l'affaire n'est pas entendue pour tout le monde. Au point que Jean-Marc Levy-Leblond précise dans le *Dictionnaire culturel des sciences*, un ouvrage collectif sous la direction de Nicolas Witkowski, que, « pour certains, la science est totalement étrangère à la culture, entendue au sens des "humanités" ; pour d'autres, elle est devenue la culture d'aujourd'hui supplantant des formes classiques dépassées ».

Rien n'est tranché et il n'est pas sûr que la polémique sur *La Prin-*

cesse de Clèves – symbole pour Nicolas Sarkozy d'un académisme dépassé – installera les sciences dans la culture générale du troisième millénaire. Ce dénigrement pourrait aussi bien aboutir à amputer les humanités des œuvres les moins immédiatement intelligibles.

La culture générale est bien plus qu'une somme de connaissances éparses, qu'un vernis

Ce qui est sûr, c'est que la majuscule de la culture est tombée face à la culture de masse – inutile de convoquer pour cela Hannah Arendt, tant l'affaire est entendue. Même si l'école rame à contre-courant pour maintenir ce semblant

de majuscule, elle n'a d'autre choix que de trouver au quotidien l'impossible synthèse entre transmission d'un patrimoine très riche et adaptation à son public.

Aucun espace n'est dévolu spécifiquement à cet enseignement qui a moins de place dans les examens depuis que Pierre Bourdieu en a fait un savoir d'héritiers. Les exemples ne manquent pas et s'il faut n'en citer qu'un seul, c'est bien l'épreuve anticipée de français du baccalauréat général, où le sujet de dissertation est fourni avec un corpus de textes alors qu'hier chaque candidat convoquait ses propres références.

L'argument servi pour la réforme des concours précise que « l'académisme des épreuves n'est pas au service de la diversité des lauréats, car il favorise ceux qui en ont les codes ». Pourtant, on peut aussi partir du même constat bourdieusien et proposer plus de culture.

A l'instar de l'Essec, quelques grandes écoles offrent un supplément de culture générale et un accompagnement durant le lycée aux jeunes qui ont de l'ambition mais manquent de références culturelles dans leur famille. Henri-IV propose une pré-prépa...

Les solutions ne manquent donc pas. Car la culture générale est bien plus qu'une somme de connaissances éparses, qu'un vernis. Un rapport du professeur de médecine de Saint Barnabas à Livingston, dans le New Jersey (Etats-Unis), Richard Panush, vient de montrer que la fréquentation des grands auteurs par les médecins augmente leur empathie. A HEC, un mastère « médias, arts et création » va être mis en place à destination des futurs managers. Preuve s'il en fallait, quatre siècles après Montaigne, qu'« une tête bien faite vaut mieux qu'une tête bien pleine ». ■

Retour sur l'histoire d'une notion très discutée

Ciment de la société ou instrument de sélection sociale, la culture générale n'en finit pas de chercher sa place

Comprise comme une culture commune, la culture générale est censée jouer le rôle de ciment entre les différents membres de la nation. Réservée le plus souvent aux classes élevées de la société, elle est un instrument de sélection sociale et est marquée pour cela du péché d'élitisme. Le débat est aujourd'hui vif. Il s'ancre loin dans l'histoire.

Jusqu'au siècle des Lumières, les humanités font office de culture générale : la littérature, la connaissance du grec et du latin en sont les bases. Après la Révolution française, elles sont accusées de faire le jeu de l'Ancien Régime. L'influence des Encyclopédistes favorise l'introduction de notions de sciences et de technologie.

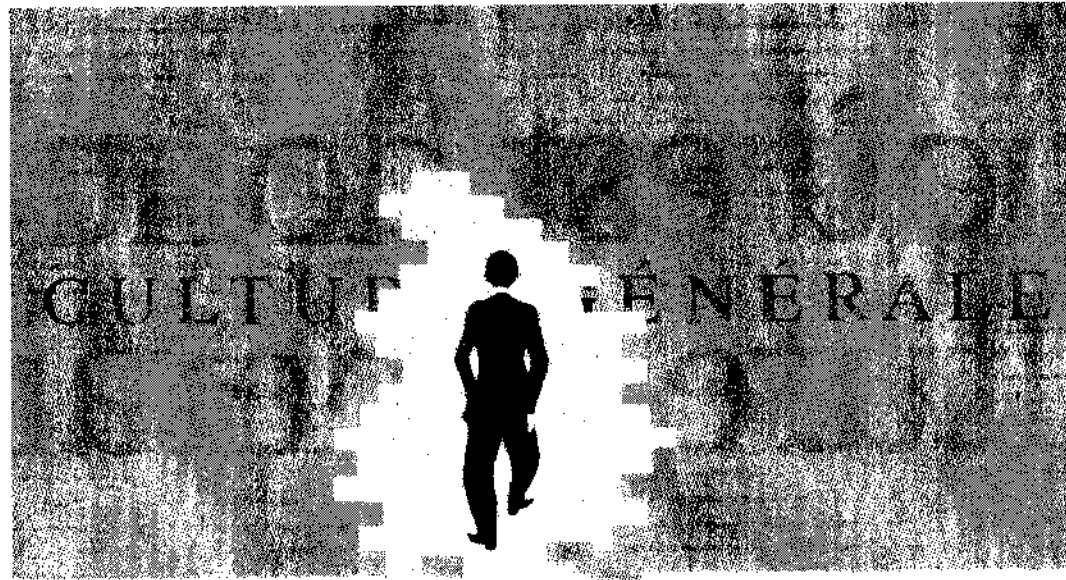
Le débat rebondit sous la III^e République, quand l'éducation doit assurer le passage de la jeunesse à l'âge adulte. « *Eduquer l'adolescent à son futur triple statut de père de famille, soldat et citoyen. Il s'agit d'une culture nécessaire dans une logique de combat* », précise Pierre-Henri Tavoillot, maître de conférences en philosophie à l'université Paris-Sorbonne. La culture est voulue commune afin de cimenter la société et de construire une nation puissante à l'international face à l'Allemagne et, au plan national,

face aux cultures régionales. Avec ses hussards noirs, la III^e République va accomplir cette tâche. Il convient alors de redéfinir le contenu et le rôle de cette notion.

Les questions seront vives dans les années 1960 et 1970, et les débats agités entre philosophes, défenseurs des humanités et sociologues, prompts à dénoncer le rôle élitiste d'une notion dont la transmission par le système éducatif est un leurre : le niveau d'éducation des parents, le capital culturel familial sont plus importants que celui de l'école. Ce sont eux qui déterminent ces « *héritiers* » repérés par le sociologue Pierre Bourdieu, qui tiennent de leurs parents savoirs, aptitudes et stratégies requis pour accéder aux postes élevés.

Futur ferment d'agitation

Pour en finir avec les privilèges de ceux qui ne se sont donné que la peine de naître, Pierre Bourdieu plaide pour le développement des filières scientifiques. Mais « *le contenu de la culture transmise par le système éducatif change, pas la fonction*, remarque Françoise Lantheaume, sociologue à l'université Lyon-II. *Les familles de l'élite vont se ruer vers les filières sélectives qui deviennent d'excellence quand la filière littéraire devient mal perçue, en perte de vitesse* ».



Parallèlement, deux tendances se font jour dans le désir de refonder cette culture. L'une, en relation avec le souci de confier au système éducatif non pas la seule instruction mais l'éducation du futur citoyen, élargit son contenu. « *Tout devient culture générale, regrette Pierre-Henri Tavoillot, la lutte contre l'obésité, par exemple. On perd le lien entre l'essentiel et l'accessoire.* » L'autre, liée à la mas-

sification de l'enseignement secondaire dans les lycées et dans les facs, instrumentalise la culture générale dans le but de sélectionner les élites. Cela se marque par les épreuves spécifiques pour l'accès aux écoles supérieures les plus prestigieuses et aux concours administratifs.

Le débat a rebondi après les attaques du président Sarkozy contre le roman *La Princesse de Clèves*. Il

agit en profondeur, et à un double niveau, la société française et le système éducatif.

Car le système éducatif, en miroir de la société, est le lieu d'inégalités sociales et culturelles très marquées, particulièrement dans l'enseignement secondaire. L'instauration du socle commun, soit la somme des connaissances et compétences que l'élève doit avoir acquises dans le cadre de la scolarité

obligatoire, (JO du 12 juillet 2006) a été l'occasion pour le ministère de l'éducation de revenir sur la question de la culture générale sans la nommer. Elle apparaît à deux reprises sous les noms de culture scientifique et technologique et de culture humaniste. On ne sait ce qu'il adviendra de cette culture commune du XXI^e siècle tant le socle commun reste aujourd'hui à l'écart des débats.

Dans l'enseignement supérieur, certains s'inquiètent du niveau de connaissances peu élevé des étudiants débutants. Pour Pierre-Henri Tavoillot, cela traduit un déplacement de la transmission : « *Aujourd'hui, la culture générale s'acquiert bien plus à l'université que dans le secondaire.* »

De ce constat, l'enseignant plaide pour l'instauration de cours pour « *grands débutants* » en français, histoire, grec, latin et d'un cours d'histoire des idées durant les années de licence, à la façon des *colleges* américains qui dispensent les fondamentaux à leurs étudiants lors des premières années d'université. Une orientation du supérieur qui déplaît à beaucoup en France. La culture générale, futur ferment d'agitation pour les universités... s'il en était besoin. ■

Christian Bonrepaux

Edgar Morin : « On devrait instaurer une année propédeutique de culture générale obligatoire »

Selon le sociologue, la discipline, nourriture indispensable de l'esprit, ne sert pas à empiler les connaissances mais à conduire sa vie

Opposé au cloisonnement des savoirs, le sociologue et philosophe Edgar Morin, qui a élaboré la théorie de la « pensée complexe », défend ici l'idée d'une culture qui relie nos connaissances éparpillées.

Qu'est-ce que la culture générale et à quoi sert-elle ?

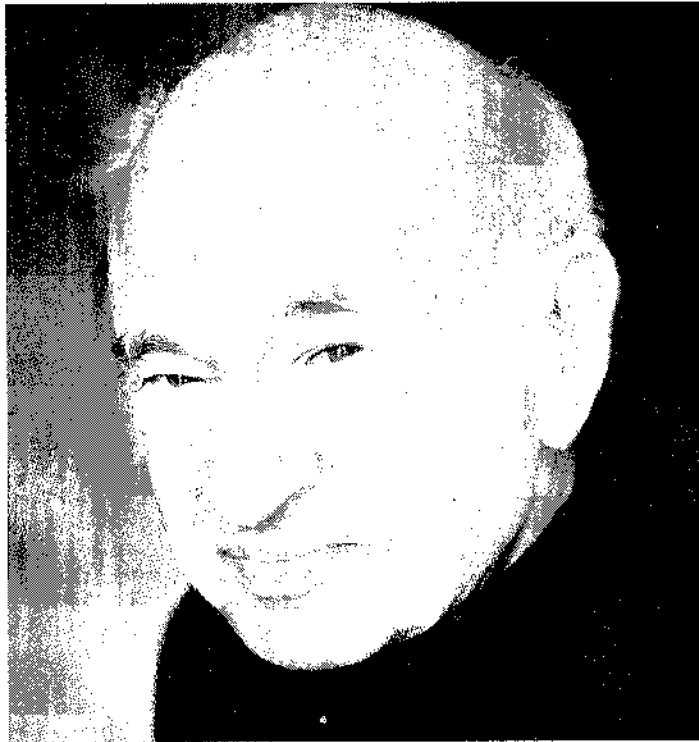
C'est ce qui, à partir des écrits, des arts, de la pensée, aide à s'orienter dans la vie et à affronter les problèmes de sa propre vie. La lecture de Montaigne, La Bruyère, Pascal, Diderot ou Rousseau nourrit notre esprit pour nous aider à résoudre nos problèmes de vie.

Autrement dit, c'est vital.

Non seulement on ne peut pas s'en passer mais il faut la régénérer parce qu'elle est elle-même victime du mal principal qui frappe les connaissances, c'est-à-dire la compartimentation et la fermeture. Si, comme on l'a toujours fait, on veut réfléchir sur l'être humain, la nature, la réalité et l'univers, on a besoin d'incorporer les acquis qui viennent des sciences. Je crois qu'il faut régénérer la culture générale parce que chacun a besoin, pour savoir ce qu'il est en tant qu'être humain, de se référer à sa situation dans le monde.

Comment la régénérer ?

J'ai fait des propositions pour des réformes de l'enseignement radicales. L'enseignement fournit des connaissances séparées, cloisonnées et dispersées, qui deviennent affaire d'experts fonction-



Edgar Morin. LÉA CRÉSPI POUR « LE MONDE »

nant sur des problèmes particuliers, mais incapables de voir les problèmes fondamentaux et capitaux.

Dans *Les Sept Savoirs nécessaires à l'éducation du futur* [Seuil, 2000], je donne des thèmes de réflexion. Par exemple : qu'est-ce que l'être humain ? Cela n'est enseigné nulle part, car tout ce qui concerne l'être humain est dispersé. Pas seulement dans la biologie

ou les sciences humaines et la philosophie, mais aussi dans la poésie et la littérature, qui sont des sources de connaissance de l'humain mais sont considérées comme des luxes esthétiques et non pas des sources de connaissances.

Une sorte de méta-savoir ?

Plutôt une façon de faire communiquer les savoirs et de les rendre nourriciers pour l'esprit de cha-

cun. De plus, la culture ne peut pas se réduire aux savoirs transmis par le langage. La musique, par exemple, nous transmet des messages affectifs que nous traduisons très mal en mots. Mais il y a une pensée derrière la musique. Il y a une pensée derrière les œuvres de Beethoven. Il y a aussi une pensée derrière Rembrandt et Michel-Ange. Quant à la poésie, elle emploie les mots non pas dans un sens de dénotation instrumentale mais dans un sens d'évocation que le langage dénotatif ne peut pas dire. La culture inclut tous les arts. **La pensée complexe, qui est au cœur de votre travail, n'est-elle pas l'illustration de cette culture qui relie les savoirs ?**

On nous enseigne l'analyse et la séparation. Très bien, mais on ne nous enseigne ni la synthèse ni la liaison. J'ai voulu montrer quelles sont les méthodes qui permettent de relier. Dans *L'Homme et la mort* [Seuil, 1951], j'ai fait appel à l'ethnographie, à la préhistoire, aux sciences religieuses, à la poésie, à la littérature... Mon problème était de ne pas juxtaposer ni empiler ces connaissances mais de les relier en leur donnant un sens.

Tout le contraire des disciplines scolaires bien séparées.

Les savoirs fermés et séparés doivent être ouverts et reliés. On devrait instaurer une année propédeutique de culture générale obligatoire pour tous, en fin de lycée ou en première année de fac. Et puis, il

faudrait former ou réformer les formateurs. Je l'ai appliqué ces dernières années au Mexique, au Brésil et au Pérou, où j'ai fourni les éléments des « sept savoirs capitaux » à développer. Je leur enseigne ce qu'est la rationalité, la complexité. J'introduis les problèmes de notre civilisation ignorés dans les cours d'économie ou de sociologie. Par exemple, sur la fabrication des médias, le

« On nous enseigne l'analyse et la séparation. Très bien, mais on ne nous enseigne ni la synthèse ni la liaison »

consommérisme des classes moyennes, l'intoxication publicitaire ou automobile. Ça fait partie de la culture générale. Dans *Emile ou de l'Éducation*, quand Jean-Jacques Rousseau demande à l'éducateur ce qu'il veut faire, celui-ci répond : « Je veux lui apprendre à vivre. » **D'où l'importance aussi de « La Princesse de Clèves » ?**

Je fais des critiques politiques au président Sarkozy, mais je ne l'attaquerai pas sur le plan de la culture. Je ne le critique pas de ne pas connaître *La Princesse de Clèves*. Je le critique s'il propose de nous en détourner.

N'est-il pas contradictoire de dire que nous sommes dans une société de la connaissance tout en tournant le dos à la culture ?

On n'est pas dans une société de la connaissance. On est dans une société des connaissances séparées. Le vrai problème, c'est qu'il faut tout réformer. Mais on ne fait que des réformettes ; le secondaire occulte le principal et l'urgence occulte l'essentiel alors que l'essentiel est devenu urgent.

Si la culture relie les savoirs, ne s'en prend-on pas aux savoirs en jugeant la culture superflue ?

On relègue les savoirs dans les mains de spécialistes et on possède tous les autres. Par ailleurs, on est complètement ignorant sur les qualités vitales de la culture générale.

Ne croire qu'en des spécialités, c'est ne croire qu'en une vision de l'être humain borné et incapable de se poser des problèmes. C'est du crétinisme. De plus, c'est une illusion car, aujourd'hui, dans certaines entreprises, au lieu de recruter des polytechniciens, on recrute des normaliens. On cherche des gens ayant des aptitudes tous terrains plutôt qu'une aptitude limitée à un seul terrain. Il est démontré que le développement des aptitudes de l'esprit humain à traiter des problèmes généraux leur facilite le traitement des problèmes particuliers. ■

Propos recueillis par
Ma. D.

En Europe, la situation reste très hétérogène d'un pays à l'autre

Partager une histoire commune ne signifie pas faire cause commune

Un rapide tour des principaux pays européens montre que la culture générale telle qu'elle est comprise en France n'a pas la même importance ni la même place chez nos voisins.

Grande-Bretagne. En primaire, les élèves doivent acquérir les bases d'une culture générale qui leur sera utile pour la suite. Le programme de ces années scolaires est aujourd'hui en passe d'être révisé. Et si rien n'est encore décidé, en Angleterre, le pays se divise déjà sur les pistes qui sont à l'étude.

Sir Jim Rose, l'ancien patron d'Ofsted, mandaté par le gouvernement sur le sujet, propose que les élèves de primaire (moins de 11 ans) apprennent à maîtriser Twitter et Wikipédia, et à se sentir à l'aise avec les blogs et les podcasts. L'enseignement de l'histoire, pour sa part, devrait être moins contraignant qu'aujourd'hui.

Allemagne. La notion est désignée par l'expression « *Allgemeinwissen* » (connaissances générales). Son contenu est large : littérature, musique, mais aussi sciences naturelles, géopolitique, mathématiques. L'*Allgemeinwissen* est comprise comme une sorte de « canon culturel » que devrait posséder chaque individu.

L'épreuve de culture générale figure pourtant rarement au menu des concours de la fonction publique, au motif qu'il n'est pas judicieux de sélectionner à partir d'une matière sans rapport direct avec le futur métier exercé. Seuls certains hauts fonctionnaires y sont soumis. Ainsi, le ministère allemand des affaires étrangères propose à ses candidats une vingtaine de questions sur des domaines variés.

Suède. La notion de culture générale (« *allmänbildning* ») a beaucoup perdu de son ancrage dans la littérature au profit de la société en général. Elle n'est pas décrite de façon nette dans le programme éducatif suédois. Le concept est très large et repose beaucoup sur la notion de citoyen, plus importante aux yeux des Suédois. Il existe ainsi des cours de connaissances de la société.

Depuis une dizaine d'années, l'accent a été à nouveau mis sur l'histoire, après avoir constaté d'importantes lacunes chez les jeunes, notamment sur l'Holocauste. Un principe éducatif central est que l'élève doit lui-même apprendre à chercher l'information dont il a besoin. Une grande latitude est ainsi laissée aux jeunes. On consta-

te toutefois, en quête à l'appui, que la culture générale est ce qui donne le plus « la cote » en Suède et que les adultes sont très friands de cercles d'études de tous genres.

Italie. Il n'existe pas de cours de culture générale proprement dit. Chacune des disciplines y contribue selon sa qualité même si c'est le « tema » (la dissertation), qui représente le temps fort pour étayer ses connaissances. A l'école, d'abord, puis dans certains concours.

Des établissements font même appel à des organismes privés spécialisés pour une formation accélérée des élèves aux tests d'accès aux universités scientifiques. Cette épreuve de culture générale semble être devenue plus déterminante encore que le diplôme de fin d'études.

Belgique francophone. Elle regarde avec amusement le débat français sur la culture générale. « *Il est vrai que nous ne développons pas, nous, le culte du concours et de la prépa* », sourit Georges Van Loubbeeck, inspecteur dans l'enseignement secondaire. Numerus clausus et concours d'entrée sont très rares, réservés à quelques disciplines universitaires.

Peu précis en termes de savoirs, retenant plutôt la notion de « compétences », les programmes belges se veulent d'abord « pragmatiques ». Dans ce pays où la philosophie n'est pas enseignée en tant que telle, la notion de culture générale est « transversale », enseignée en cours d'histoire, de sciences économiques, de géographie et de français. ■

C. Bo.

avec Salvatore Aloïse (à Rome)
Virginie Malingre (à Londres)

Jean-Pierre Stroobants
(à Bruxelles)

Olivier Truc (à Stockholm)
et Marie de Vergès (à Berlin)